

## **Note de service n° 92-267 du 10 septembre 1992**

(Education nationale et Culture : bureau DPE 2)

Texte adressé aux recteurs.

*Déconcentration de la procédure disciplinaire.*

NOR : MENP9250374N

Le statut général des fonctionnaires permet, s'agissant des sanctions des premier et deuxième groupes qu'il définit, de dissocier le pouvoir de nomination et le pouvoir disciplinaire.

Le décret n° 92-811 du 18 août 1992 portant diverses mesures statutaires relatives à la déconcentration de la gestion des personnels d'information et d'orientation et des personnels enseignants et d'éducation de l'enseignement secondaire vous donne compétence pour prononcer les sanctions rattachées à ces deux groupes à l'égard de l'ensemble des personnels relevant de la direction des Personnels enseignants des lycées et collèges (DPELC) placés sous votre autorité. Le ministre reste compétent pour prononcer à l'encontre de ces mêmes personnels les sanctions des troisième et quatrième groupes ainsi que les sanctions des quatre groupes à l'encontre des personnels qui ne relèvent pas de votre autorité.

A cette occasion, les dispositions qui prévoyaient des sanctions disciplinaires spécifiques pour certains corps de personnels enseignants ont été abrogées ; c'est donc l'échelle des sanctions disciplinaires prévue par le statut général des fonctionnaires qui s'applique désormais à tous les corps considérés.

### **I. LE CHAMP D'APPLICATION**

#### **A) Personnels concernés**

Le dispositif déconcentré s'applique aux personnels appartenant aux corps énumérés ci-dessous placés sous votre autorité, y compris les personnels stagiaires :

Professeurs agrégés ;

Professeurs certifiés ;

Professeurs d'éducation physique et sportive ;

Adjoints d'enseignement ;

Chargés d'enseignement ;

Chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive ;

Conseillers principaux et conseillers d'éducation ;

Directeurs de centre d'information et d'orientation et conseillers d'orientation-psychologues.

Les professeurs de lycée professionnel sont également concernés par ce dispositif dont il sera fait état dans leur futur statut.

#### **B) Sanctions concernées**

Il s'agit des sanctions des premier et deuxième groupes définies à l'article 66 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique de l'Etat.

*Premier groupe :*

Avertissement ;

Blâme.

*Deuxième groupe :*

Radiation du tableau d'avancement ;

Abaissement d'échelon ;

Exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de quinze jours ;

Déplacement d'office.

### **II. PROCÉDURE**

Ces sanctions sont prononcées dans le respect des dispositions prévues à l'article 19 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, aux articles 66 et 67 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique de l'Etat, ainsi que le décret n° 84-961 du 25 octobre 1984 relatif à la procédure disciplinaire concernant les fonctionnaires de l'Etat.

Conformément aux principes généraux du droit, aux dispositions législatives et réglementaires ainsi qu'à la jurisprudence en la matière, j'appelle votre attention sur la nécessité :

1. De veiller, lors du déclenchement d'une procédure disciplinaire, et quel que soit l'aboutissement de celle-ci :

A la constitution d'un dossier suffisamment étayé : exposé clair des faits reprochés au fonctionnaire en cause et des circonstances dans lesquelles ils se sont produits, appréciation du caractère répréhensible de son comportement en considération de la nature des fonctions qu'il exerce et de sa manière générale de servir, détermination de la faute commise ;

Au respect des garanties procédurales : information du fonctionnaire de son droit à consultation du dossier selon un délai raisonnable, à l'assistance de défenseurs de son choix, à la présentation d'observations, à l'intervention d'un conseil de discipline (commission administrative paritaire académique saisie sur le fondement des articles 25, 34 et 35 du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires et des articles 25, 6° et 34 de sa circulaire d'application du 18 novembre 1982), devant lequel le président le convoque quinze jours au moins avant la date de sa réunion ; les sanctions du premier groupe ne requièrent pas la consultation de cette instance ; seul le blâme doit figurer au dossier du fonctionnaire.

2. De proportionner la sanction choisie dans l'échelle légale au degré de gravité de la faute commise et de motiver ce choix (raisons de fait et de droit pour lesquelles elle est infligée).

3. De respecter les conséquences de la double articulation existant, au regard des procédures à mettre en œuvre et de leur application, entre pouvoir disciplinaire ministériel et pouvoir disciplinaire rectoral.

Il y a lieu, de ce point de vue, de distinguer quatre cas :

a) *Cas d'une procédure ministérielle aboutissant à une sanction de compétence rectorale.*

Le ministre peut être amené, compte tenu de l'avis de la CAPN, réunie en formation disciplinaire favorable à une sanction inférieure à la rétrogradation, à vous proposer d'organiser, à votre niveau, une nouvelle procédure susceptible d'aboutir au prononcé d'une telle sanction, et impliquant par conséquent la saisine de la commission disciplinaire académique.

Cette nouvelle procédure sera engagée sur la base du rapport déjà existant, que vous reprendrez à votre compte en votre qualité d'autorité ayant pouvoir disciplinaire.

Il pourra éventuellement en être de même lorsque la commission de recours du conseil supérieur de la Fonction publique de l'Etat, saisie dans le cadre de la compétence qui lui est attribuée par l'article 2 du décret n° 82-450 du 28 mai 1982 modifié relatif au conseil supérieur de la Fonction publique de l'Etat, émettra une recommandation visant à modifier une sanction, ramenant celle-ci du troisième au deuxième groupe, en application des articles 10, 14 et 16 du décret du 25 octobre 1984 susvisé.

b) *as d'une procédure rectorale aboutissant à un avertissement, un blâme ou une exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de quinze jours.*

Vous êtes entièrement compétent pour prendre ces sanctions, dont le ministre n'a pas à connaître, à quelque corps qu'appartienne le fonctionnaire concerné.

c) *Cas d'une procédure rectorale aboutissant à une radiation du tableau d'avancement ou à un abaissement d'échelon.*

Vous êtes entièrement compétent pour prendre ces sanctions, mais il est nécessaire, *s'agissant des seuls professeurs agrégés*, que vous en informiez sans délai le ministre (bureau de gestion compétent de l'administration centrale), qui peut seul les appliquer et prendre l'arrêté correspondant.

d) *Cas d'une procédure rectorale aboutissant à un déplacement d'office.*

Vous êtes entièrement compétent pour prendre cette sanction, mais son application, qui est liée au pouvoir de nomination, est, pour tous les corps considérés, de la compétence du ministre, qui prendra l'arrêté correspondant.

Vous devez donc transmettre sans délai votre décision au bureau compétent de l'administration centrale, en précisant si vous souhaitez que l'intéressé reçoive une affectation dans votre académie ou en dehors de cette dernière.

Je souligne que cette précision est indépendante du prononcé même de la sanction, et constitue simplement une mesure de bonne gestion.

### III. SUSPENSION

L'article 30 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires dispose qu'en cas de faute grave commise par un fonctionnaire, « qu'il s'agisse d'un manquement à ses obligations professionnelles ou d'une infraction de droit commun, l'auteur de cette faute peut être suspendu par l'autorité ayant pouvoir disciplinaire qui saisit, sans délai, le conseil de discipline ».

Il résulte de ce texte que le pouvoir de prononcer une suspension appartient aussi bien au ministre qu'à vous-même, comme détenant l'un et l'autre le pouvoir disciplinaire.

Je rappelle que la suspension est une mesure conservatoire d'urgence, n'ayant pas le caractère d'une sanction disciplinaire, et destinée à préserver la bonne marche du service.

Dans la pratique, c'est donc à vous qu'il appartient désormais de prononcer, si vous l'estimez nécessaire, la suspension de l'un des fonctionnaires mentionnés au IA ci-dessus.

(BO n° 37 du 1<sup>er</sup> octobre 1992)